

Le désarmement nucléaire

Les stratèges du Pentagone abandonnent la théorie de la dissuasion mutuellement assurée en faveur des théories de recours aux armes nucléaires.

En se proclamant une zone dénucléarisée, le Canada accèderait à l'invitation maintes fois répétée des Nations Unies en faveur de l'établissement de telles zones. Peu importe ce que certains députés peuvent penser des Nations Unies, il serait insensé de rejeter ses appels en faveur de la prolifération des zones dénucléarisées sur toute la planète. La première a été établie dans l'Antarctique en 1961. Le traité visant à interdire les armes nucléaires en Amérique latine a été conclu en 1967.

Voilà deux régions du globe que l'on a réussi, grâce à des négociations et à une entente, à soustraire à la menace des armes nucléaires. Depuis, on a avancé de sérieuses propositions en faveur de l'établissement de zones dénucléarisées pour l'Afrique et les Balkans, pour le Moyen-Orient, la Méditerranée et l'Europe centrale, pour l'Asie du Sud, pour le Pacifique Sud et pour les pays du nord de l'Europe. Nous, au Canada, avons une occasion unique d'ajouter une autre vaste région du globe au territoire maintenant libéré de la menace des armes nucléaires, sans avoir à mener les négociations complexes nécessaires pour inclure d'autres pays dans la zone dénucléarisée.

Je tiens à citer un passage du document final de la session spéciale des Nations Unies de 1978 sur le désarmement. Le voici:

• (1710)

L'établissement de zones dénucléarisées à la suite d'ententes conclues librement par les États de la région concernée constitue un pas important vers le désarmement. Il faut encourager l'établissement de ces zones en ayant pour objectif ultime de dénucléariser toute la planète.

En tant que Canadiens, nous pouvons et devons nous efforcer d'influencer le climat politique, afin qu'il soit propice à la conclusion d'accords sur le désarmement. Nous pouvons et devons également déployer de grands efforts, sur le double plan politique et technique, pour faire obstacle aux stratégies nucléaires de l'Union soviétique et des États-Unis. Je suis persuadé qu'en créant une zone dénucléarisée au Canada, on réaliserait ces deux objectifs.

J'ai lu récemment que Planification d'urgence Canada veut dépenser quelque 40 millions de dollars pour construire un réseau de 650 abris nucléaires. Selon moi, en planifiant ce genre de mesures de défense civile, on trompe cruellement les Canadiens. Ce qui m'a frappé, c'est que nos planificateurs pensent, semble-t-il, que ce réseau d'abris sera suffisant, car ils partent du principe que le territoire canadien ne fera pas l'objet d'une attaque nucléaire soviétique.

Qu'ils y pensent à deux fois. Comment peuvent-ils s'imaginer que le territoire canadien sera épargné alors que nous mettons au point, mettons à l'essai et produisons ici même les composants d'armes nucléaires, et alors que NORAD fournit des renseignements sur leurs cibles aux avions porteurs d'armes nucléaires? Quelle logique y aurait-il à épargner notre territoire alors que les sous-marins nucléaires Trident empruntent régulièrement le détroit de Juan de Fuca, en route pour leur base de Bangor, dans l'État de Washington? Quant on sait

qu'on retrouve au Canada trois stations Loran C qui fournissent des données de navigation permettant de vérifier la précision des missiles nucléaires lancés par les sous-marins américains et que les avions de reconnaissance canadiens fournissent des données précises permettant aux sous-marins d'attaque américains de retracer les sous-marins nucléaires soviétiques, il est insensé et naïf de croire que le Canada serait épargné en cas de guerre nucléaire entre les deux superpuissances. La principale menace à notre sécurité nationale c'est qu'il est possible qu'une guerre nucléaire entre les deux superpuissances éclate; il est donc dans notre intérêt de faire tout en notre pouvoir pour la prévenir.

Le gouvernement a réussi à convaincre bien des Canadiens que le Canada rejette depuis 15 ans les armements nucléaires. Beaucoup en sont venus à croire que la course aux armements était réservée aux superpuissances. Cependant, combien d'entre eux connaissent le rôle du Canada dans cette course? Combien savent que notre ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources recueille dans l'Arctique des données sur la gravitation qui sont utilisées pour améliorer la précision et les possibilités de réplique des missiles balistiques américains? Combien savent que les sous-marins nucléaires américains utilisent la baie Nanoose, dans l'île de Vancouver pour leur entraînement à la lutte anti-soumarine et au lancement de torpilles ou que les bombardiers britanniques Vulcan, capables d'emporter des armements nucléaires, effectuent des vols d'entraînement à basse altitude à Goose Bay, au Labrador? Combien savent que nous entreposons encore chez nous des missiles air-air à ogive nucléaire et qu'au besoin nous pourrions utiliser les avions d'interception Voodoo des Forces canadiennes pour les lancer? Pas beaucoup, selon moi.

Il est vrai que le Canada n'a jamais mis au point des armes nucléaires, mais il serait faux de prétendre que nous n'avons rien à voir avec les armes nucléaires. Nous sommes liés au programme nucléaire des États-Unis militairement et industriellement par le biais d'une myriade d'ententes bilatérales. En vertu d'accords sur le partage des contrats d'armements, les sociétés canadiennes ont accès au marché lucratif des armements aux États-Unis. De nombreuses sociétés qui tentent de décrocher des contrats de sous-traitance pour des armes américaines obtiennent une aide financière par le biais du Programme fédéral de productivité de l'industrie du matériel de défense. Il ne faut pas s'étonner que ni les fournisseurs d'armes canadiens ni l'administration canadienne ne font de distinction entre la fabrication d'armes nucléaires et celle d'armes conventionnelles. Les 166 millions du budget d'aide fédérale sont à la disposition des entreprises sollicitant des contrats, que ce soit pour la fabrication d'armes nucléaires ou conventionnelles.

En outre, Litton Systems s'est vu accorder 49 millions pour décrocher le marché de fabrication du système de guidage Tercom du missile de croisière. Boeing of Canada a une demande à l'étude à l'administration fédérale pour améliorer son offre de fabrication en sous-traitance pour le système de rentrée du missile MX. Boeing et Bristol Aerospace, toutes deux de Winnipeg, effectuent des travaux de développement dans l'espoir d'obtenir des contrats de fabrication pour le missile MX l'an prochain.